

André Versaille

Éditeur

*Déclaration d'indépendance de la
république démocratique du Vietnam*

par

Hô Chi Minh, le 2 septembre 1945

Tiré du livre

LES 100 DISCOURS QUI ONT MARQUÉ LE XX^e SIÈCLE

Sous la direction de

Hervé Broquet, Catherine Lanneau et Simon Petermann



Édition établie et présentée par
Hervé Broquet, Catherine Lanneau et Simon Petermann

Les 100 discours
qui ont marqué
le XX^e siècle

Préface de Jean-François Lisée
Introduction de Geoffroy Matagne

❧ *André Versaille éditeur* ❧

39 – HÔ CHI MINH
DÉCLARATION D'INDÉPENDANCE
DE LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU VIETNAM

2 septembre 1945

Nation coloniale, la France est, au lendemain de la Seconde Guerre, plus encline que jamais à considérer son Empire comme un facteur essentiel de puissance, sans lequel sa présence parmi les Grands serait rendue très précaire. C'est pourquoi elle s'apprête à lutter afin de se maintenir en Indochine sans imaginer à quel point cette lutte sera longue, coûteuse et vaine. Elle sera aussi psychologiquement très éprouvante car les nationalistes indochinois vont user des principes révolutionnaires français pour justifier leur volonté d'indépendance par rapport à la France.

La présence française en Indochine

La pénétration française en Indochine commence dès le Second Empire, sous le double prétexte de protéger les missions françaises et de trouver de nouveaux débouchés commerciaux. Une série d'expéditions conduisent, en 1887, à la création de l'Union indochinoise et, en 1897, à celle d'un gouvernement général d'Indochine s'étendant sur le Cambodge, le Laos et ce que l'on appellera les trois *Ky* vietnamiens, Tonkin, Annam et Cochinchine. Afin de réduire autant que possible le sentiment national dans cette région au riche passé très influencée par la civilisation et les techniques chinoises, Paris partage le territoire en plusieurs entités aux statuts différents. Première soumise, la Cochinchine, au sud du Vietnam, devient une véritable colonie, incorporée à la République. Au centre, l'Annam, comme le Cambodge, est un protectorat dans lequel le Souverain conserve les apparences de son pouvoir absolu mais doit, en fait, s'en remettre à une administration française omniprésente qui possède jusqu'au droit de le déposer. Enfin, le Tonkin, au nord du Vietnam, est, comme le Laos, un protectorat particulier : les grandes villes, telles Hanoï et Haïphong, sont territoires français, tandis que le résident supérieur a reçu délégation de l'Empereur d'Annam pour gérer le reste du *Ky* et y représenter, en fait, à la fois la République et l'Empereur.

Au-dessus d'une administration française qui exige nombre d'impôts et de taxes d'une population indigène par ailleurs écartée de tout poste à responsabilité et de tout pouvoir politique, on trouve le gouverneur général et, jusqu'en 1946, le ministère français des Colonies, ce qui peut sembler paradoxal pour des protectorats. Sur place, les

Français, au nombre de 36 000 sur 22 millions d'habitants en 1937, ont le sentiment de faire œuvre généreuse et civilisatrice au profit de peuples jugés incapables de se gouverner eux-mêmes. Sur le plan sanitaire comme sur celui des grands travaux, l'administration coloniale obtient des résultats prometteurs. Sur le plan scolaire, les autochtones les plus doués sont invités à venir parfaire leur formation en métropole, ce qui ne sera pas sans conséquence sur l'éveil de leur conscience nationale.

L'essor du nationalisme et la personnalité du futur Hô Chi Minh

Le nationalisme indochinois est d'abord le fait de bandes, dérangées dans leurs trafics par les fonctionnaires français, et de lettrés qui repoussent en bloc toute intrusion de la civilisation occidentale en Asie. Au fil des années 1920, il touche de nouveaux groupes sociaux : la bourgeoisie frustrée de ne pouvoir participer à la gestion politique de la région, certaines sectes religieuses, comme le caodaïsme¹, mais également les jeunes intellectuels formés en France où ils ont découvert le socialisme et le nationalisme. Voyant la montée en puissance du Japon et de la Chine, ils voudraient que l'Indochine puisse disposer, elle aussi, de son destin. L'année 1930 est cruciale. En février, des membres du parti national du Vietnam, le VNQDD, fondé trois ans plus tôt et allié au Kuomintang chinois, suscitent la mutinerie de la garnison tonkinoise de Yen Bay. Les tirailleurs annamites y massacrent leurs cadres français. Parallèlement, d'autres actions moins spectaculaires sont conduites en divers endroits. La répression sera féroce. La même année, des actes de piraterie sont organisés contre plusieurs gros propriétaires, des grèves éclatent et des marches de la faim sont menées dans le pays. De nouveau, la répression s'abat sur les autochtones, faisant près de 10 000 victimes. Il semble que le mouvement ait été attisé sinon provoqué par le Parti communiste indochinois (PCI), dont le principal chef se nomme Nguyễn Tat Thanh.

Né au nord de l'Annam, fils d'un magistrat révoqué pour ses idées nationalistes, Nguyễn Tat Thanh qui deviendra Nguyễn Ai Quoc, c'est-à-dire « le patriote », puis, en 1941, Hô Chi Minh, « celui qui éclaire » (1890-1969), est un autodidacte qui, dès 1911, part en Europe et y vit de « petits boulots ». Membre du parti socialiste français SFIO dès 1917, il propose à la conférence de paix de Versailles un plan vite écarté d'émancipation progressive de l'Indochine, en vertu des « quatorze points » de Wilson. En 1920, au congrès socialiste de Tours, il prend le parti de la majorité et devient communiste. Formé à Moscou de 1923 à 1925, il est envoyé comme agent du Komintern auprès du parti communiste chinois de 1925 à 1927 puis séjourne au Siam. En 1930, il fonde le parti communiste indochinois à Hong Kong et tente de soulever l'Indochine par ce biais. Condamné à mort par l'administration française, il vit dix ans d'exil avant que la guerre sino-japonaise et la Seconde Guerre mondiale ne lui offrent l'occasion de se révéler comme le leader du mouvement indépendantiste vietnamien.

¹ Secte reconnue par la France en 1926, le caodaïsme se caractérise par un syncrétisme entre les religions extrême-orientales, l'animisme, le christianisme, le spiritisme et la franc-maçonnerie.

De l'effondrement français à l'indépendance vietnamienne

En juin 1940, la France demande l'armistice à l'Allemagne nazie et, le 10 juillet, la Chambre des députés abdique ses prérogatives au bénéfice du maréchal Pétain. Le régime de Vichy est né. En Indochine, il nomme rapidement l'amiral Decoux comme gouverneur général, pour succéder au général Catroux, rallié de Gaulle. Dès septembre 1940, l'administration vichyste doit accepter l'entrée de troupes japonaises en Indochine. Elles occupent une série de postes stratégiques au Tonkin. Un an plus tard, en juillet 1941, les accords Darlan-Kato permettent la présence japonaise sur tout le territoire afin, dit-on, d'assurer la « défense commune ». Comme partout en Asie du Sud-Est, Tokyo en profite pour favoriser les courants indépendantistes. Cependant, certains nationalistes indochinois ont, au contraire, rejoint l'autre camp. C'est le cas de Hồ Chi Minh qui, soutenu par la Chine nationaliste et bientôt par les États-Unis, met une sourdine à son communisme et fonde, en mai 1941, la Ligue révolutionnaire pour l'indépendance du Vietnam, connue sous le nom de *Viet Minh*, qui rassemble aussi bien les communistes que les ex-VNQDD, les bouddhistes que les catholiques. À Washington, en janvier 1944, le président Roosevelt fait clairement connaître à son secrétaire d'État Cordell Hull sa détermination à assurer l'indépendance de l'Indochine française à l'issue du conflit : *il y a cent ans que la France saigne ce pays. Le peuple d'Indochine mérite un sort plus enviable*².

Le 9 mars 1945, alors que la guerre prend fin en Europe, le Japon décide de passer en force en Indochine, toujours gérée par les vichystes. Il s'y empare effectivement de tous les pouvoirs même si, nominalement, ils appartiennent à l'empereur d'Annam Bao Daï. Le 11 mars, celui-ci dénonce les accords de protectorat avec la France. Pour Hồ Chi Minh aussi, le moment est venu de lancer le combat final pour l'indépendance. Le *Viet Minh*, fourni en hommes et en armes par l'OSS américaine, s'empare du Nord-Tonkin, qui sera, pour dix ans, son principal fief. Des contacts sont également noués avec les gaullistes auxquels on propose un accord fixant à un terme de cinq ans minimum et de dix ans maximum l'indépendance du Vietnam. Aucune réponse précise n'est cependant donnée. Début août, après Hiroshima, le général *Viet Minh* Giap, à la tête d'une armée de libération nationale de 5 000 hommes, entame la conquête du territoire. Le 14, alors que l'on apprend la capitulation japonaise, l'insurrection est déclenchée. Dès le 19, Hanoï est aux mains du Front populaire créé par Hồ Chi Minh puis d'autres villes tombent. Le sud du pays, plutôt acquis aux nationalistes de droite, se rallie également, car le *Viet Minh* continue à se présenter comme exclusivement patriote. Pourtant, dans le gouvernement républicain révolutionnaire qui se forme au lendemain de l'abdication de Bao Daï, ce sont bien les communistes qui détiennent les postes clés. Au sein du peuple vietnamien, beaucoup ne s'en rendent pas compte et nombreux sont même ceux qui ignorent que Hồ Chi Minh et l'agitateur Nguyễn Ai Quoc ne font qu'un.

Le 2 septembre, alors que le Japon signe sa capitulation, Hồ Chi Minh proclame solennellement l'indépendance de la république démocratique du Vietnam unissant

² Note du 2 janvier 1944, reproduite dans Jacques Dalloz, *La Guerre d'Indochine 1945-1954*, Paris, Seuil, 1987, p. 285.

les trois *Ky*, Tonkin, Annam et Cochinchine. La cérémonie respecte le rite traditionnel confucéen de changement dynastique: l'ex-empereur Bao Daï transmet le « mandat du ciel » à Hô Chi Minh en lui remettant le grand sceau de l'État³. La Déclaration d'indépendance est lue sur la place Ba Dinh de Hanoï devant 500 000 personnes. Elle aura un profond retentissement dans toute l'Asie mais aussi, plus largement, au sein de tous les mouvements nationalistes, alors en plein essor dans les divers territoires sous tutelle. Très habilement, Hô Chi Minh ne fait aucune référence à l'URSS ou à une quelconque révolution socialiste mais se place sous les auspices de la Déclaration d'indépendance des États-Unis, appel du pied direct à l'anticolonialisme américain, et de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen. Il renvoie ainsi les Occidentaux, et particulièrement les Français, à leurs contradictions. Peut-on prôner la liberté et l'égalité comme des valeurs universelles et, dans le même temps, accepter que l'on maintienne des peuples en état de sujétion ? La suite du discours est un violent réquisitoire contre la colonisation française à laquelle nul bienfait n'est reconnu. Les Français sont présentés comme des exploiters, des pillards et des barbares. Pour Hô Chi Minh, c'est dès 1940 qu'a cessé leur règne, au profit du joug japonais, et c'est dès lors sur le Japon, pays vaincu membre de l'Axe, et non sur la France que les Vietnamiens ont remporté la victoire. Comment les Alliés pourraient-ils, dans ces conditions, ne pas reconnaître le nouvel État ?

De la négociation à la guerre

À dire vrai, la Déclaration d'indépendance vietnamienne vient perturber les plans des Alliés. En effet, à Potsdam, les trois Grands ont prévu que la Chine nationaliste occuperait l'Indochine au nord du 16^e parallèle tandis que les Anglais feraient de même au sud. Par ailleurs, Roosevelt est mort et son successeur Truman est beaucoup plus modéré sur les questions coloniales. Quant à la France de De Gaulle, exclue de Potsdam, elle a fixé, dès le 24 mars 1945, un nouveau statut pour l'Indochine, censée devenir une fédération de cinq pays autonomes (Laos, Cambodge et les trois *Ky*) au sein de la future Union française. Dès septembre 1945, en accord avec Londres, les Français font militairement leur retour dans le sud et entendent partir à la reconquête du nord. Mais au-delà, toute la question est de savoir quelle ligne ils veulent suivre celle, très conservatrice, de l'amiral Thierry d'Argenlieu, haut-commissaire, ou celle, plus souple, incarnée par le général Leclerc, commandant en chef du corps expéditionnaire. C'est la seconde qui semble s'imposer le 6 mars 1946, lorsque des accords sont signés entre Jean Sainteny, commissaire de la République, et Hô Chi Minh qui veut s'entendre avec Paris contre les Chinois. Ces accords mettent fin aux hostilités et prévoient la reconnaissance par la France, moyennant un référendum dans chaque *Ky*, de la république du Vietnam, État libre au sein de la Fédération indochinoise et de l'Union française.

Cependant, aucune des deux parties ne va respecter ses engagements. Le *Viet Minh*, de plus en plus dominé par les communistes, se prépare à une contre-attaque et, le 1^{er} juin 1946, l'amiral d'Argenlieu constitue un gouvernement autonome en Cochinchine. Lors

³ Devenu le citoyen Vinh Thuy, Bao Daï acceptera le poste de conseiller suprême du nouveau régime mais, dès mars 1946, choisira l'exil. En 1948, les Français en feront l'Empereur de l'État associé du Vietnam.

des conférences de Dalat et de Fontainebleau, il se montre intransigeant alors que Paris serait disposée à des concessions. En novembre 1946, tandis que les incidents se multiplient entre Français et Vietnamiens, le bombardement du port d'Haïphong par la marine française fait six mille morts. Dans la nuit du 19 au 20 décembre, une attaque surprise est décrétée à Hanoï par Hô Chi Minh : deux cents Français et Eurasiens sont pris en otage et quarante Français sont massacrés chez eux. La guerre d'Indochine venait de commencer. Elle allait durer près de huit ans⁴.

*DÉCLARATION D'INDÉPENDANCE
DE LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU VIETNAM*

« Tous les hommes naissent égaux. Le Créateur nous a donné des droits inviolables, le droit de vivre, le droit d'être libres et le droit de réaliser notre bonheur. »

Cette parole immortelle est tirée de la Déclaration d'indépendance des États-Unis d'Amérique en 1776. Prise dans un sens plus large, cette phrase signifie : tous les peuples sur la Terre sont nés égaux ; tous les peuples ont le droit de vivre, d'être heureux, d'être libres.

La Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de la Révolution française de 1791⁵ proclame également : « Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits. »

Ce sont là des vérités indéniables.

Et pourtant, pendant plus de quatre-vingts années, les colonialistes français, abusant du drapeau de la liberté, de l'égalité, de la fraternité, ont violé notre terre et opprimé nos compatriotes. Leurs actes vont directement à l'encontre des idéaux d'humanité et de justice.

Dans le domaine politique, ils nous ont privés de toutes les libertés.

Ils nous ont imposé des lois inhumaines. Ils ont constitué trois régimes politiques différents dans le Nord, le Centre et le Sud du Vietnam pour détruire notre unité nationale et empêcher l'union de notre peuple.

Ils ont construit plus de prisons que d'écoles. Ils ont sévi sans merci contre nos patriotes. Ils ont noyé nos révolutions dans des fleuves de sang.

Ils ont jugulé l'opinion publique et pratiqué une politique d'obscurantisme. Ils nous ont imposé l'usage de l'opium et de l'alcool pour affaiblir notre race.

⁴ Voir l'introduction au discours n° 49.

⁵ Référence à la préface de la Constitution de septembre 1791 qui reproduit la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen adoptée le 26 août 1789.

Dans le domaine économique, ils nous ont exploités jusqu'à la moelle, ils ont réduit notre peuple à la plus noire misère et saccagé impitoyablement notre pays.

Ils ont spolié nos rizières, nos mines, nos forêts, nos matières premières. Ils ont détenu le privilège d'émission des billets de banque et le monopole du commerce extérieur.

Ils ont inventé des centaines d'impôts injustifiables, acculé nos compatriotes, surtout les paysans et les commerçants, à l'extrême pauvreté.

Ils ont empêché notre bourgeoisie nationale de prospérer. Ils ont exploité nos ouvriers de la manière la plus barbare.

En automne 1940, quand les fascistes japonais, en vue de combattre les Alliés, ont envahi l'Indochine pour organiser de nouvelles bases de guerre, les colonialistes français se sont rendus à genoux pour leur livrer notre pays.

Depuis notre peuple, sous le double joug japonais et français, a été saigné littéralement. Le résultat a été terrifiant. Dans les derniers mois de l'année passée et le début de cette année, du Quang Tri⁶ au Nord Vietnam, plus de deux millions de nos compatriotes sont morts de faim.

Le 9 mars dernier, les Japonais désarmèrent les troupes françaises. Les colonialistes français se sont enfuis ou se sont rendus. Ainsi bien loin de nous « protéger », en l'espace de cinq ans, ils ont par deux fois vendu notre pays aux Japonais.

Avant le 9 mars, à plusieurs reprises, la Ligue *Viet Minh* a invité les Français à se joindre à elle pour lutter contre les Japonais. Les colonialistes français, au lieu de répondre à cet appel, ont sévi de plus belle contre les partisans du *Viet Minh*. Lors de leur débandade, ils sont allés jusqu'à assassiner un grand nombre de prisonniers politiques incarcérés à Yen Bay et à Cao Bang.

Malgré tout cela, nos compatriotes ont continué à garder à l'égard des Français une attitude clémentine et humaine. Après les événements du 9 mars, la Ligue *Viet Minh* a aidé de nombreux Français à passer la frontière, en a sauvé d'autres des prisons nippones et a protégé la vie et les biens de tous les Français.

En fait, depuis l'automne de 1940, notre pays a cessé d'être une colonie française pour devenir une possession nipponne. Après la reddition des Japonais, notre peuple tout entier s'est dressé pour reconquérir sa souveraineté nationale et a fondé la république démocratique du Vietnam.

La vérité est que notre peuple a repris son indépendance des mains des Japonais et non de celles des Français.

⁶ Région située au centre du Vietnam, dans le Ky d'Annam.

Les Français s'enfuient, les Japonais se rendent, l'empereur Bao Dai abdique. Notre peuple a brisé toutes les chaînes qui ont pesé sur nous durant près d'un siècle, pour faire de notre Vietnam un pays indépendant. Notre peuple a, du même coup, renversé le régime monarchique établi depuis des dizaines de siècles, pour fonder la république démocratique.

Pour ces raisons, nous, membres du gouvernement provisoire, déclarons, au nom du peuple du Vietnam tout entier, nous affranchir complètement de tout rapport colonial avec la France impérialiste, annuler tous les traités que la France a signés au sujet du Vietnam, abolir tous les privilèges que les Français se sont arrogés sur notre territoire.

Tout le peuple du Vietnam, animé d'une même volonté, est déterminé à lutter jusqu'au bout contre toute tentative d'agression de la part des colonialistes français.

Nous sommes convaincus que les Alliés, qui ont reconnu les principes de l'égalité des peuples aux conférences de Téhéran et de San Francisco⁷, ne peuvent pas ne pas reconnaître l'indépendance du Vietnam.

Un peuple qui s'est obstinément opposé à la domination française pendant plus de quatre-vingts ans, un peuple qui durant ces dernières années, s'est résolument rangé du côté des Alliés pour lutter contre le fascisme, ce peuple a le droit d'être libre, ce peuple a le droit d'être indépendant.

Pour ces raisons, nous, membres du gouvernement provisoire de la république démocratique du Vietnam, proclamons solennellement au monde entier :

Le Vietnam a le droit d'être libre et indépendant et, en fait, est devenu un pays libre et indépendant. Tout le peuple du Vietnam est décidé à mobiliser toutes ses forces morales et matérielles, à sacrifier sa vie et ses biens pour garder son droit à la liberté et à l'indépendance.

⁷ Première conférence réunissant Churchill, Roosevelt et Staline, la conférence de Téhéran s'est tenue en novembre-décembre 1943. Il y fut discuté, entre autres, de la future Organisation des Nations unies, née de la seconde conférence citée, celle de San Francisco (avril-juin 1945).